

MATHIEU, Nicole (2017) *Les relations villes / campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*. Paris, L'Harmattan, 240 p. (ISBN 978-2-34312-712-5)

Martin Simard

Volume 63, numéro 179-180, septembre–décembre 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1084249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1084249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Simard, M. (2019). Compte rendu de [MATHIEU, Nicole (2017) *Les relations villes / campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*. Paris, L'Harmattan, 240 p. (ISBN 978-2-34312-712-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 63(179-180), 297–298. <https://doi.org/10.7202/1084249ar>

l'aurait confirmé en 1767. Toutefois, avec l'Acte de Québec, on aurait un premier jalon dans la disparition des territoires indiens comme entités spatiales reconnues, ce qui aurait eu comme conséquence l'amorce « d'un discours voulant que les droits des Autochtones sur leurs terres traditionnelles soient éteints » (p. 77). Le territoire indien devenant limité à celui des réserves, les Autochtones, de guerriers alliés qu'ils avaient toujours été, se voient dorénavant placés dans un contexte de tutelle avec, en vue, leur éventuelle assimilation. Ainsi, l'image de « l'Indien courageux » en qui on pouvait placer toute sa confiance devient un obstacle au progrès. Il importe impérativement de la modifier par « une transformation assimilatrice » (p. 90).

Le chapitre suivant se veut à l'image de son contenu ; aussi longuet et austère : « Comment retisser les alliances : de l'exclusion systémique à la difficile renaissance des droits fondamentaux des peuples autochtones (1876-2000) ». Si je fais partie de ceux qu'agace l'allusion au racisme systémique et aux droits fondamentaux utilisés jusqu'à plus soif par ceux dont les chartes constituent leur catéchisme, ici on l'admettra, il n'y a pas d'abus dans le titre du chapitre. Un chapitre, avouons-le, qui ne se lit pas tel un roman. Tout un chacun en convient : il faut abolir l'inique loi de 1876. Les auteurs évoquent la publication du Livre blanc de 1969 attribuable à Jean Chrétien, alors ministre des Affaires indiennes, bien résolu à faire disparaître les réserves. « Plus facile à dire qu'à faire », signalent les auteurs avec pertinence (p. 153). Et on en arrive à la création de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, qui offrira aux Cris, aux Inuit et aux Naskapis l'accès à un gouvernement autochtone reconnaissant enfin leur territoire et les droits qui en découlent dans un rapport de respect mutuel entre les paliers fédéral, provincial et les nations concernées. Le 9 février 1983, le gouvernement du Québec énonce 15 principes à la base de la reconnaissance des nations autochtones du Québec. Quelques mois plus tard, l'Assemblée nationale adoptera une entente avec l'Alliance autochtone du Québec (AAQ) en vue du développement socioéconomique et culturel.

Le tout se termine par un chapitre au titre à la mesure des précédents : « L'AAQ, une présence et une influence importantes dans la destinée de la culture autochtone au Québec ». Le lecteur y trouvera un portrait géographique de l'AAQ et de la corporation Waskahegen, suivi d'une analyse détaillée de la présence des communautés de l'AAQ à travers le Québec. L'ouvrage se termine par un constat

sans équivoque : « On en est là au Canada avec le gâchis de notre Loi des Indiens... » (p. 237).

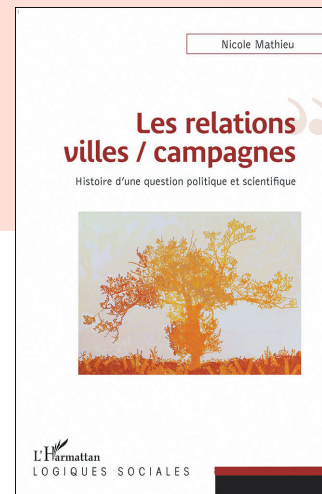
Pas moins de 38 cartes, dont 35 en magnifiques couleurs, agrémentent le texte. Certaines – montrant que plus de 90 % du territoire québécois serait un territoire autochtone –, plairaient à Denis Coderre, cet ex-maire de Montréal qui voyait dans l'île de Montréal un territoire non cédé.

### André JOYAL

Centre de recherche et développement territorial  
Université du Québec à Trois-Rivières  
Trois-Rivières (Canada)

MATHIEU, Nicole (2017) *Les relations villes / campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*. Paris, L'Harmattan, 240 p.

(ISBN 978-2-34312-712-5)



Directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) (France), Nicole Mathieu nous propose un livre contenant ses « meilleurs succès ». En effet, il s'agit d'un recueil de 12 articles publiés par cette auteure entre 1973 et 2016. La première question qui s'impose est la suivante: est-ce qu'il était nécessaire de réunir et de mettre en exergue ces différents textes déjà accessibles au public ? En effet, au-delà de leurs qualités, les écrits qui résistent au temps sont de plus en plus rares en cette période de changements continus. L'intérêt des ouvrages datant de plus de deux ou trois décennies réside probablement dans les analyses sur l'évolution des idées ou des méthodes dans un domaine précis. Donc, sauf pour un thésard travaillant sur la pensée ou l'œuvre de cette auteure, il aurait probablement été plus intéressant d'avoir un portrait contemporain étoffé de la question des relations villes/campagnes.

Ceci étant dit, les apports de la chercheuse restent intéressants et ils gagnent à être connus. Celle-ci se penche principalement sur les représentations de l'urbain et du rural et de termes associés (campagne, nature, etc.). Ainsi, quatre macroreprésentations de la relation urbain / rural sont définies par Mathieu, qui remonte

jusqu'aux écrits du XIX<sup>e</sup> siècle : la représentation idéaliste, la matérialiste, l'aménagiste et une, plus récente, associée à la mondialisation et au développement durable. Dans ce dernier cas, le concept de nature, généralement lié au milieu rural, serait en voie de s'étendre à la ville, comme l'illustrent des expressions telles qu'« agriculture urbaine ». Cela contribuerait à gommer davantage les conceptions associées aux deux domaines géographiques. De manière générale, si les travaux de Mathieu ont une portée essentiellement analytique, ils ont le mérite de considérer l'urbain et le rural comme un continuum, comme des phénomènes sociospatiaux devant être étudiés simultanément.

En dépit des éléments positifs du recueil, malheureusement enrobé d'un verbiage parfois lourd, Nicole Mathieu ne paraît pas prendre la pleine mesure des dynamiques territoriales actuelles. Pour le meilleur et pour le pire, l'urbanisation/métropolisation est une force qui transforme inexorablement l'ensemble de l'écosystème. Les espaces ruraux, et même les villes petites et moyennes, semblent touchés par une dynamique de périphérisation qui est difficile à contrecarrer. Cela ne veut pas dire que les milieux de faible densité disparaîtront, du moins pour la majorité. Dans le nouvel ordre territorial, ces milieux deviennent visiblement des quartiers résidentiels métropolitains d'un genre nouveau à l'intérieur de dynamiques régionales et nationales caractérisées par la forte mobilité. La terminologie et les représentations apparaissent largement inadéquates pour décrire cette réalité ou, du moins, l'image idéalisée de la nature induit des mouvements résidentiels vers la campagne, alors même que la présence des néoruraux « déruralise » le territoire.

### Martin SIMARD

Département des sciences humaines et sociales  
Université du Québec à Chicoutimi  
Chicoutimi (Canada)

DESPONDS, Didier et NAPPI-CHOLET, Ingrid (2018) *Territoires intelligents: un modèle si smart ?*  
La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 328 p.

(ISBN 978-2-81593-002-4)



Depuis une dizaine d'années, la « ville intelligente » est sur toutes les lèvres, et de multiples ouvrages et articles y sont consacrés. Or, comme le soulignent les directeurs de cet ouvrage collectif, aucune définition précise du terme n'existe. Par ailleurs, même si la vaste majorité des territoires dits intelligents sont urbains, la question des territoires non urbains se pose : dans quelle mesure peuvent-ils être « intelligents » eux aussi ?

Outre une introduction, le livre comprend 16 chapitres regroupés en quatre parties. Les auteurs sont principalement rattachés à des universités, laboratoires ou administrations françaises, suisses ou d'Afrique du Nord. Leur ouvrage présente donc un contrepoint intéressant à la floraison d'écrits anglo-américains sur le sujet. Un des principaux intérêts de ce collectif est que les directeurs ont regroupé une série de chapitres interdisciplinaires, écrits par des chercheurs, des théoriciens, des ingénieurs et des intervenants. Nous y trouvons donc de multiples perspectives sur les territoires intelligents, que ce soit celle de l'anonymisation des données, de la banlieue, des stratégies de mise en place, de l'acceptabilité sociale ou de l'équité. Le livre présente une très riche panoplie d'approches et d'idées, qui renforcent cependant l'impression que le territoire intelligent est un concept à la recherche d'une définition.

C'est là une des forces, mais aussi une des limites, du livre. C'est une force dans la mesure où le lecteur prend conscience que de multiples politiques territoriales et discours font aujourd'hui référence à l'intelligence territoriale sans que ce terme soit clairement défini par ceux qui s'en servent. À la lecture de chaque chapitre, on croit avoir plus ou moins saisi la chose, mais le chapitre suivant nuance, met en question ou, parfois même, contredit celui qui précède. Ces diverses approches font que, à la fin du livre, on aura entrevu de multiples facettes du territoire intelligent sans vraiment